



Discours du Directeur résident suppléant de la Coopération suisse
(Monsieur Benoît Meyer-Bisch)

Inauguration Premiers lots infrastructures du marché international de Malanville

1^{er} Décembre 2017

Messieurs les ministres,

- de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale,
- de la Santé

Monsieur le Directeur de Cabinet du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Monsieur le Directeur Adjoint de Cabinet du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable

Madame la représentante du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

Votre présence ici témoigne à n'en point douter de l'importance que le Gouvernement actuel du Bénin porte à la question du développement économique rural et des dynamiques d'acteurs à la base.

Messieurs les députés

Messieurs les Préfets des Départements de l'Alibori et du Borgou

Messieurs les Présidents et Secrétaires permanents des Associations intercommunales:

- Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans l'Alibori - APIDA
- Association pour le Développement des Communes du Borgou - ADeCOB

Monsieur le Maire de Malanville

Messieurs les Maires de l'Alibori et du Borgou

Messieurs les Maires de Gaya (Niger), Lolo et Kamba (Nigéria)

Messieurs les responsables des services déconcentrés de l'Etat ;

Monsieur le Coordonnateur du P-DIEM ;

Messieurs les responsables de mise en œuvre du programme, le Consortium SNV APIC-SWISSCONTACT ;

Monsieur le représentant des usagers du marché international de Malanville ;

Messieurs et Mesdames les représentants des usagers des marchés et des artisans,
Monsieur le Président de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles

d'Éleveurs de Ruminants (ANOPER) et les responsables de démembrements UDOPER, UCOPER ;

Mesdames, messieurs des entreprises qui ont bâti les infrastructures du PDIEM,

Mes chères et chers collègues béninois travaillant pour la Coopération Suisse,

Mesdames et Messieurs, responsables à divers niveaux qui ont œuvré dans le suivi, le contrôle, la facilitation afin que cette infrastructure puisse émerger je vous salue et vous remercie.

La Suisse accompagne le Bénin dans trois secteurs: l'Éducation et Formation professionnelle, la Gouvernance, et le Développement Economique Rural.

Dans ce dernier secteur, 5 programmes complémentaires soutiennent ensemble: la productivité agricole par les Organisations Socioprofessionnelles, le plaidoyer agricole au niveau national, la formation professionnelle, les entreprises privées, et enfin les infrastructures économiques et marchandes par ce programme PDIEM.

La 1^{ère} phase du PDIEM, programme répliqué de la Coopération Suisse au Burkina Faso, a débuté en octobre 2013 et se terminera en mars 2018. Il a permis de réaliser/rénover six infrastructures dans les deux départements de l'Alibori et du Borgou, soit: **trois marchés à bétail** à Gogounou, Kalalé et Tchaourou, **deux magasins multifonctionnels** au profit des femmes à Sinendé et Banikoara et **une partie de ce marché international de Malanville**. J'ai le plaisir de constater et d'annoncer que les promesses ont été tenues et que chacun-e a joué son rôle. Les 6 infrastructures du P-DIEM ont été construites sous la maîtrise d'ouvrage/responsabilité des communes via les intercommunalités. L'accompagnement a été fait par le consortium SNV-APIC-SWISSCONTACT, un mécanisme de backstopping assuré par 2 personnes suisse et Burkinabè, ainsi que le personnel béninois de la Coopération Suisse, en particulier MM. Gérard Laleye, Luc Wetohossou et Eric Dadjo. Qu'ils en soient tous ici profondément remerciés.

Tous les programmes appuyés par la Suisse en Développement Economique Rural, et en particulier le PDIEM, sont alignés avec et contribuent aux politiques béninoises. Le PDIEM constitue la pierre angulaire entre les 3 secteurs d'intervention de la Suisse. En effet:

Le PDIEM un **programme de Gouvernance** qui soutient la Politique Nationale de Décentralisation, de Déconcentration et d'Aménagement du Territoire (PONADeC),

qui prévoit un aménagement équilibré et durable de l'espace national (correspond au Pillier 1 du Programme d'Actions du Gouvernement PAG). En effet, l'investissement à Malanville permet d'assurer un équilibre dans la réponse à l'accès aux opportunités de développement pour les populations de cette partie du Bénin.

En mettant les communes et intercommunalités au centre du dispositif de maîtrise d'ouvrage pour des infrastructures choisies par elles-mêmes et produisant des revenus pour les communes, le PDIEM s'inscrit entièrement dans l'agenda de décentralisation.

C'est aussi un **programme de Développement Economique Rural et agricole** qui soutient le Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA), en réalisant des infrastructures marchandes permettant la dynamisation économique et la commercialisation optimisée des produits agricoles bruts et transformés du Bénin. Il correspond aux axes agricoles du PAG, en particulier son Pilier 2, soit la transformation structurelle de l'économie.

Enfin, c'est un **programme de Formation professionnelle** (secteur de l'Education), car le PDIEM a formé et équipé environ 700 artisan-e-s et 2'425 femmes à la construction d'infrastructures en matériaux locaux. 100 artisans se sont formalisés, des entreprises spécialisées en matériaux locaux se sont créées et ont eu accès à la construction d'autres marchés.

Le PDIEM permet en outre de concrétiser le **décret 2005-482 du 04 Août 2005** qui demande que toute infrastructure publique intègre 25% d'utilisation de matériaux locaux. Les 6 infrastructures du PDIEM, entièrement réalisées en Briques de Terre Comprimée (BTC) en sont la preuve.

Mesdames et messieurs, ce marché de Malanville est considéré comme un trésor par les populations et les acteurs politiques. Il s'agit du 2^{ème} plus grand marché du Bénin, situé sur une frontière et donc d'importance nationale et internationale. Le marché est le principal levier de structuration économique de Malanville et du département de l'Alibori. Ce marché international est également l'un des plus grands marchés céréaliers de la sous-région ouest-africaine. Les études ont montré que les transactions annuelles sur les produits vivriers sont estimées à plus de FCFA dix (10) milliards.

Pourtant, cette opportunité endogène ne contribue pas suffisamment au développement local. Le dernier Plan de Développement Communal 2011-2015 a été exécuté d'un point de vue financier à moins de 50% essentiellement sur les ressources extérieures (Etat central et partenaires au développement). Une telle situation vient du fait que les conditions pour que le marché joue un rôle moteur dans le développement de la commune de Malanville n'étaient pas réunies. La Coopération suisse a soutenu la réhabilitation du marché pour offrir à la commune l'opportunité d'asseoir son développement local sur des recettes liées au marché renforcé. Un développement du potentiel économique qui devrait profiter aussi aux autres communes de l'Alibori et des localités transfrontalières, en particulier Gaya (au Niger), Lolo et Kamba (au Nigéria).

Ce que vous voyez derrière moi n'est que la partie émergée de l'iceberg. En effet, derrière ces bâtiments se cachent encore bien plus de résultats:

- **Des spécificités ont été promues au niveau de l'utilisation des matériaux locaux, des énergies vertes (panneaux solaires) et le développement de l'entrepreneuriat local.** Les artisans formés ont produit plus de 500'000 Briques de terre comprimé (BTC) de qualité, contrôlées et validées par des services étatiques (Centre National d'Etudes et de Recherche en Travaux Publics CNERTP et audit technique ajoutée à l'évaluation du programme, comprenant un spécialiste malien accrédité auprès des tribunaux de son pays) ;
- **La durabilité des investissements a été une priorité du processus.** Ainsi, pour l'ensemble des infrastructures, des conventions ont été élaborées de manière participative et inclusive et approuvées par les conseils communaux. Des manuels de gestion sur la tarification, la destination des recettes, les modes d'entretien et de gouvernance au sein des équipes de gestion des IEMs sont mis en place. L'une des conditions pour une suite de l'appui suisse à ce programme est le respect de ces conventions. En effet, la Suisse ne soutiendra pas financièrement la gestion et la maintenance de ces infrastructures. Il appartient à leurs usagers, au gouvernement et aux élus d'assumer cette responsabilité.
- **Le PDIEM a également fortement promu le Genre:** Comment aussi bien les femmes que les hommes peuvent-ils avoir accès au contrôle des ressources investies dans le programme ? Cette question a été adressée tout au long de la phase. Deux IEMS sur les 6 sont spécifiquement destinées aux femmes. Une femme architecte a été maître d'œuvre pour l'un des six marchés. Par ailleurs,

les femmes ont été fortement impliquées dans la production de matériaux de construction et le contrôle de qualité: ainsi huit (08) groupements de concasseuses (plus de 400 femmes) sont formés et équipés. Ces femmes ont pu livrer des graviers de bonne qualité aux entreprises. De même, des femmes chefs de cellule de contrôle ont veillé au respect des cahiers de charge des entreprises et d'acteurs prestataires des chantiers.

- **Le P-DIEM a aussi permis la mise en lien des acteurs et des compétences:** les expertises locale, nationale et internationale (architectes, artisans, techniciens, consultants etc.) ont été mobilisées, créant ainsi une dynamique de partage de savoir, d'apprentissage et de transfert de connaissances.
- **Le programme a également révélé des effets indirects d'impacts:** les spécificités promues par le programme sont reprises par les acteurs. Par exemple, la Mairie de Kandi a construit sur budget communal, des boutiques en matériaux locaux et l'extension du siège de l'intercommunalité (APIDA) a été faite en matériaux locaux. Le Préfet de l'Alibori souhaite également une préfecture en matériaux locaux.

Le PDIEM est un très beau succès, une belle histoire. Mais le succès de ce programme a été semé d'embûches. Il nous paraît important de souligner que nous avons eu des difficultés pour l'identification et la mobilisation des compétences dans le secteur des matériaux locaux (BTC), artisans, entreprises, architectes qualifiés. La gestion des sensibilités politiques dans les processus décisionnels, particulièrement ici à Malanville, a été un facteur de frein, de même que la maîtrise des procédures de passation de marchés, et l'articulation des rôles et responsabilités. Il a fallu de ce fait construire des espaces de dialogue, de formation pour enfin arriver aux résultats que vous voyez.

Une capitalisation de tous ces aspects positifs et négatifs est en train de se terminer et fera l'objet d'une plus grande communication.

La phase 2 du Programme est prévue pour démarrer en avril 2018. Un atelier avec tous les acteurs-clefs est prévu la semaine prochaine pour en dessiner les contours stratégiques. Plusieurs recommandations de l'évaluation qui vient d'être faite seront également étudiées, notamment: le recentrage de la maîtrise d'ouvrage sur les communes, la possibilité d'agir aussi ailleurs que dans les départements du Borgou-

Alibori, la possibilité d'agir par le FADeC affecté Agriculture, d'articuler le programme avec des investissements au niveau transfrontalier, la poursuite ou non de la rénovation du marché de Malanville, la question de la gestion des déchets, le suivi des premières infrastructures, la connexion des marchés, les synergies avec d'autres programmes et bailleurs de fonds. Comme énoncé précédemment, **la gestion transparente, rigoureuse et l'entretien des infrastructures sous financement propre des acteurs sont parmi les conditions de viabilité à long-terme des investissements. Nous y tenons et en avons fait une conditionnalité du présent et de l'avenir.**

C'est le lieu de féliciter et de remercier tous les acteurs qui ont œuvré, chacun-e de sa position, pour féconder ce que l'on pourrait appeler le rêve devenu réalité. Je veux citer ici les populations, les responsables élus/maires, les membres du Comité de pilotage, notamment les ministères de la décentralisation et de l'agriculture à travers leurs premiers responsables, les Préfets de l'Alibori et du Borgou, les autorités traditionnelles, les députés, les architecte dont M. Aimé Gonzalves l'architecte de ces bâtiments à Malanville, les entreprises de constructions, etc. qui ont été plusieurs fois sur le terrain pour régler des situations très complexes. Nous aurons d'autant plus besoin de cet engagement pour la suite de ce processus.

Enfin, au nom de la Suisse, je souhaite adresser du fond du cœur des remerciements tout particulier au consortium SNV-APIC-Swisscontact, en particulier au coordinateur M. Rem Neefjes et mes collègues béninois de la Coopération Suisse au Bénin MM. Gérard Laleye, Luc Wetohossou et Eric Dadjo, pour la coordination pharaonique et la gestion de toutes les difficultés de ce programme, dans lequel peu avait placé leur confiance au début, mais dont tant sont parmi nous aujourd'hui avec un grand sourire aujourd'hui. C'est le témoignage de votre plus belle réussite. Sans vous toutes et tous, rien ne se serait fait.

Oscar Wilde disait: « *Il est important d'avoir un rêve assez grand pour ne pas le perdre de vue quand on le poursuit* ». C'est ça le PDIEM. Vous l'avez fait. Soyez-en fiers, protégez-le.

Vive le Bénin,
Vive le développement équilibré des territoires,
Vive les acteurs de changement,
Vive la Coopération bénino-suisse
Je vous remercie